

Entwurf.GEHEIM

1a

004.10Korrektur-ExemplarP R O T O K O L Lder Sitzung der Landesverteidigungskommission

vom

17. April 1946, 0830 Uhrim Präsidentenzimmer des Nationalrates.

* * *

Vorsitz: Bundespräsident Dr. Kobelt, Chef des E.M.D.

Anwesend: Oberstkorpskommandant Labhart, Kdt. 4. A.K.
 " Borel, " 1. A.K.
 " Constam, " 3. A.K.
 " Gübeli, " 2. A.K.
 " Frick, Chef der Ausbildung,
 de Montmollin, Generalstabschef,
 Oberstdivisionär Rihner, Kdt.Fl. & Flab-Truppen.
 Oberstdivisionär Gonard, als Redaktor des Berichtes
 der Landesverteidigungskommission
 an den Bundesrat,
 Der ebenfalls zu der Sitzung eingeladene Legationsrat
 Secrétan muss sich krankheitshalber
 entschuldigen.

* * *



Den Mitgliedern der Landesverteidigungskommission ist zum Studium der Frage des Beitrittes der Schweiz zur UNO nachfolgende Dokumentation schon seit längerer Zeit zur Verfügung gestellt worden:

Lfd.No. Bezeichnung des Aktenstückes:

- 1 Botschaft des Bundesrates an die Bundesversammlung betr. die Frage des Beitrittes der Schweiz zum Völkerbund vom 4.8.19.
- 2 Zusatzbotschaft vom 17. Februar 1920.
3. Charte des Nations Unies.
- 4 Arrangements provisoire conclus par les gouvernements représenté à la Conférence des Nations unies.
- 5 Communiqué publié à l'issue de la Conférence de Potsdam le 2 août 1945.
- 6 Charte des Nations unies (deutsch u.franz.)
- 7 Bericht des Ausbildungschefs über die militärgeographische Lage der Schweiz.
- 8 Exposé von Oberstdiv. Du Pasquier.
- 9 Exposé von Oberstdiv. Gonard.
- 10 Bericht der Mehrheit der LVK vom 18. Juli 1919 über die Frage des Beitritts der Schweiz zum Völkerbund.
- 11 Militärisches Gutachten der Minderheit der LVK "Die Schweiz und der Völkerbund" (sig. von Sprecher).
- 12 Compte-rendu des séances tenues les 14 et 15 novembre 1945 sous la présidence de M. le Conseiller fédéral Petitpierre.
- 13 Pacte de la Société des Nations.
- 14 Statut de la Cour internationale de justice.
- 15 Création de l'Organisation des Nations unies.
- 16 - - (fällt aus)
- 17 Activité du comité exécutif.
- 18 Rapport du Juge fédéral H. Huber du 30.8.45.
- 19 Bericht des Ausbildungschefs vom 9.11.45.
- 20 Rapports présentés par les experts le 14.11.45.
- 21 Abschrift des Protokolls der L.V.K. vom 30.6./1.7.1919.
- 22 Abschrift des Protokolls der L.V.K. vom 14.7.1919.
- 23 Bundesratsantrag des eidg. polit. Departements vom 4.12.1945 mit folgenden Beilagen:
 - Tableau chronologique des ratifications,
 - Provis. Tagesordnung der Konsultativkommission,
 - Commissions suisses pour l'examen de la Charte des Nations unies.
- 23a Protokollauszug des Bundesrates vom 21.12.1945.

- 24 Rapport introductif sur l'adhésion de la Suisse à l'organisation des Nations unies.
- 25 La Suisse et l'O.N.U., von Oberstkkdt. Borel (Jan.1946).
- 26 Schweden; Stellung zur UNO (Bericht vom 5.3.46).

Der Vorsitzende gibt eine kurze Erläuterung zu den bisherigen Arbeiten und beabsichtigt, die Aussprache in der L.V.K. unter Zugrundelegung des "Rapport introductif sur l'adhésion de la Suisse à l'Organisation des Nations Unies", verfasst vom Generalstabschef, durchzuführen. Der Generalstabschef benützt die Gelegenheit um seinerseits die Arbeiten der 3 verflochtenen Monate zu umschreiben unter Hinweis auf die zahlreich eingebrachten Stellungnahmen. Die Kapitel I - III seines Rapport introductif stehen heute nicht mehr zur Diskussion. Die Beratung kann unmittelbar einsetzen mit der Behandlung von Kapitel IV, "Aspect militaire suisse du problème de l'Organisation des Nations Unies". Oberstdivisionär Gonard hat die Arbeiten schweizerischerseits weitgehend selbst verfolgt und übermittelt der L.V.K. in Abwesenheit eines Vertreters des Politischen Departements noch gewisse Einzelheiten über die seither erreichten Resultate. Er stellt vor allem zwei Punkte in Vordergrund, nämlich erstens: Unsere Beobachter wurden in London mit Sympathie empfangen und erhielten hinsichtlich ihrer Studien der Organisation der UNO, entgegen den gehegten Erwartungen, mannigfache Erleichterungen. Es scheint, dass von gewisser Seite aus sogar die Möglichkeit einer Anpassung der Charta in Erwägung gezogen wurde. In zweiter Linie hat die Aufnahme der Beziehungen zu Russland unsere Situation ebenfalls günstig zu beeinflussen vermocht. Zurzeit diskutiert man hauptsächlich die Formalität des Beitrittes zur UNO. Eine Gruppe möchte die Aufnahme ausdrücklich verlangen und dabei Bedingungen stellen. Die andere Gruppe möchte zuerst in möglichst zahlreichen internationalen Institutionen zur Mitarbeit herbeigezogen werden, ohne sich vorerst grundsätzlich über den Beitritt zur UNO zu äussern. Der Vorsitzende gibt seinerseits den Standpunkt des Bundesrates bekannt, der dahin geht, der UNO unter Wahrung der Neutralität beizutreten. Oberstkorpskommandant Labhart sieht sich deshalb veranlasst zu wünschen, dass vorerst die Frage aufgeworfen wird, ob sämtliche Mitglieder der Landesverteidigungskommission mit dieser Auffassung des Bundesrates einverstanden sind. Oberstkorpskommandant Borel hätte bis vor einiger Zeit mit Ja geantwortet, heute ist er jedoch anderer Ansicht. Leider bestehen zwischen Russland und den Alliierten derartige Differenzen, dass eine Einigung kaum möglich scheint. Es ist sogar nicht ausgeschlossen, dass Russland und seine Satelliten aus der UNO austreten werden. Im übrigen fasst er seine Auffassung wie folgt zusammen:

"La mésentente régnant entre Anglo-Saxons et Russes risque d'avoir pour conséquence que ces derniers et leurs satellites s'écartent de l'O.N.U. et constituent un bloc oriental antagoniste de celle-ci.

L'O.N.U., d'inspiration anglo-saxonne, n'en subsistera pas

moins, mais sous forme réduite et peut-être sous une autre appellation; elle continuera sans doute à grouper en un bloc occidental la plupart des pays démocratiques.

A l'imitation de l'O.N.U., dans sa forme initiale de quasi-universalité, les deux groupements proclameraient évidemment des intentions similaires, à savoir: empêcher la guerre et concourir au bien-être de l'humanité, mais en fait ils auraient pour but essentiel, telles deux alliances rivales, d'assurer l'un contre l'autre la sécurité collective de leurs membres et de réaliser leurs aspirations particulières.

Les conceptions idéologiques, politiques et sociales de la majorité du peuple suisse tendraient certes à nous rapprocher du bloc occidental mais, en y adhérant, la Suisse entrerait dans une organisation à caractère d'alliance et dérogerait ainsi aux principes de neutralité intégrale. Il en serait de même si notre pays, ayant été admis dans l'O.N.U., avec ou sans conditions, continuait à en faire partie même après que la Russie s'en serait retirée.

Par conséquent, toute démarche en vue de notre adhésion éventuelle à l'O.N.U. me paraît prématurée et inopportune tant que l'avenir de cet organisme n'est pas assuré. Or, nous ne serons fixés sur ce point-là que lorsque les traités de paix auront été conclus et les problèmes de l'après-guerre résolus. Cela ne doit cependant pas empêcher notre diplomatie d'opérer des sondages discrets quant aux conditions dans lesquelles nous pourrions adhérer à l'O.N.U. si celle-ci subsiste dans sa conception actuelle.

Mais plutôt que de chercher à obtenir des faveurs exceptionnelles, il me semble que nous aurions une attitude plus digne si nous déclarions d'emblée à peu près ceci: Résolue à maintenir sa neutralité intégrale, la Suisse se rend compte qu'elle ne peut demander son admission à l'O.N.U., dont la charte exclut cette possibilité. Elle n'en offre pas moins de collaborer à la poursuite des buts humanitaires de l'O.N.U. dans toute la mesure compatible avec sa situation particulière.

Aujourd'hui, afin d'éclairer nos autorités et le peuple suisse, qui en fin de compte décidera de notre situation vis-à-vis de l'O.N.U., il incombe à la C.D.N. uniquement d'examiner les conséquences militaires qu'aurait notre adhésion, avec ou sans conditions, à cet organisme international ou le fait d'en rester écarté.

Le rapport de la C.D.N. à ce sujet contribuera probablement à renforcer l'opinion généralement admise par la majorité du peuple suisse, selon laquelle notre pays ne peut appartenir à l'O.N.U., ni à aucune autre organisation internationale analogue qu'à deux conditions:

- 1° que sa neutralité intégrale puisse être maintenue et soit reconnue;
- 2° que l'organisation en question ait un caractère d'universalité.

Il est à prévoir que la solution de ces graves problèmes n'interviendra pas à brève échéance. Mais quelle qu'elle soit,

128

nous n'en aurons pas moins à rester en mesure de défendre par nos propres et seuls moyens l'intégrité de notre territoire et notre indépendance, / comme aussi de faire respecter notre neutralité.

S'il y a donc lieu de temporiser en matière politique, nous n'en avons pas moins le devoir et la possibilité, déjà maintenant, de perfectionner notre système de défense nationale, indépendamment de la situation que l'avenir nous réserve par rapport aux organisations internationales en voie de création.

Quant au siège des organes directeurs de l'O.N.U., on envisage paraît-il à nouveau la possibilité de les installer à Genève en tout ou partie dans les bâtiments de l'ancienne S.D.N. Si tel devait être le cas, j'estime que la Suisse, restant neutre, ne saurait admettre que le Comité d'E.M. de l'O.N.U., c'est-à-dire le poste de commandement de ses forces armées, soit maintenu en Suisse en cas d'hostilités. Tolérant sur notre sol le P.C. d'un groupe belligérant, nous dérogerions à la neutralité; en outre, ce P.C. serait exposé à des attaques aériennes dont aurait aussi à souffrir une partie de notre pays; pour l'en protéger, il faudrait qu'il soit couvert par nos propres moyens ou par des troupes étrangères installées sur notre sol. Il y aurait donc de notre part soit acte de belligérance, soit abandon partiel de la neutralité, ce qui nous exposerait à subir des représailles et peut-être même à être entraînés dans la guerre."

Nach Auffassung des Kommandanten des 2. Armeekorps wäre es inopportun und verfrüht, heute Demarchen zum Beitritt zu unternehmen, solange die UNO nicht auf besseren Füßen steht. Das schliesst nicht aus, dass wir mitarbeiten in allen Institutionen, die sich mit unserer eigenen Konzeption über Neutralität und Unabhängigkeit vertragen. Welches aber auch die Schlussfolgerungen sein werden, auf jeden Fall dürfen wir weder die Ausbildung noch die Ausrüstung der Armee vernachlässigen.

Oberstdivisionär Gonard: Wenn alle Staaten der UNO beitreten, in dieser Organisation verbleiben und alsdann nur innerhalb der UNO selbst gewisse Gruppierungen von Staaten erfolgen, so ist das für uns nicht weiter gefährlich und sich einem Beitritt der Schweiz nicht hindern in den Weg legen. Anders ist es, wenn eine der 5 grossen Nationen aus der UNO austritt, denn in diesem Augenblicke wird die UNO aufgelöst und wir selbst wären von unseren Verpflichtungen entbunden. Oberstkorpskommandant Borel: Diese Ueberlegung von Oberstdivisionär Gonard ist sicher richtig und sollte uns eigentlich dazu veranlassen, den Vorbehalt der Universalität der UNO aufzustellen. Oberstkorpskommandant Constam ist der Meinung, dass wir heute nicht ausdrücklich den Beitritt zur UNO nachsuchen sollten. Wenn wir aber beitreten, dann darf dies nur unter dem Vorbehalt der Aufrechterhaltung unserer uneingeschränkten Neutralität geschehen. Die derzeitigen Grundsätze der UNO befinden sich nicht in Einklang mit unserer eigenen demokratischen Grundhaltung. Die Charta der Vereinigten Nationen ist vornehmlich eine Schaffung der Vereinigten Staaten

indem sie eine Vorherrschaft der
grossen Mächte.

und Russlands und ist gegen unser Empfinden. Wir haben uns von 1939 - 1945 mit Erfolg gegen Grossdeutschland und die Schaffung eines neuen Europas unter Führung Deutschlands gewehrt, weil wir damals unsere Selbständigkeit bedroht sahen. In logischer Folge müssen wir deshalb eine Beitretung eher ablehnen, da ihr nicht alle Staaten angehören. Uebrigens können wir ja mitarbeiten im internationalen Gerichtshof im Haag, im Währungsabkommen von Bretton-Woods, ohne Mitglied der UNO zu sein und damit gleichwohl zum gemeinsamen Wohl der Menschheit unseren Anteil beitragen. Oberstkorpskommandant Labhart vertritt die Auffassung, dass wir mit allen Mitteln danach trachten sollten, der UNO beizutreten. Die UNO will Kriege verhindern, das ist ihr oberster Zweck und findet auch unsere Billigung. Wann und unter welchen Bedingungen wir eintreten ist allerdings noch unklar. Auf jeden Fall sollte dies nur geschehen unter Wahrung unserer bisherigen und zukünftigen Neutralität. Bundespräsident Kobelt fügt hier bei, dass die UNO in der Tat zurzeit die Vorherrschaft der 5 grossen Nationen bedeutet. Das wäre aber auch so ohne die Organisation der UNO. Wir haben ein Interesse daran, alles zu tun, um den Weltfrieden zu erhalten. Das geschieht ~~vor allem~~ dadurch, dass möglichst alle Staaten der UNO beitreten. Oberstkorpskommandant Frick: Der Beitrag zur Friedenssicherung ist ohnehin nur symbolisch. Die Frage stellt sich für uns, so, ob wir besser dran sind wenn wir mitmachen oder wenn wir abseits stehen. Selbstverständlich werden wir bei Anerkennung unserer Neutralität mit Vorteil an der UNO mitarbeiten. Ob dies aber möglich ist, kann heute noch nicht entschieden werden, das ist auf jeden Fall eine sehr heikle Frage. Generalstabschef: Die Schweiz kann nur unter Wahrung ihrer Neutralität den Beitritt zur UNO erklären. Darüber ist der Generalstabschef mit den übrigen bisher gehörten Voten gleicher Meinung. Im November 1945 war man jedoch der Meinung, dass wir keine Bedingungen stellen dürfen. Heute tönt es schon etwas anders. Schliesslich ist auch anzunehmen, dass die UNO etwelches Gewicht auf unseren Beitritt legt und gerade aus diesem Grunde eher bereit ist Konzessionen zu machen. Oberstkorpskommandant Borel: ist für Beitritt unter Wahrung der Universalität und unserer Neutralität. Aus Prestige- und Souveränitätsgründen dürfen wir nicht fragen, ob und unter welchen Bedingungen man uns will, sondern selbst die Bedingungen nennen, unter denen wir beizutreten gedenken. Oberstkorpskommandant Constan erklärt, dass er überhaupt gegen einen Beitritt zur UNO ist. Oberstkorpskommandant Labhart erinnert daran, dass wir im Völkerbund ein grosses Gewicht hatten und glaubt, dass wir auch in der UNO eine Bedeutung erlangen werden. Wenn wir der UNO fern bleiben, müssen wir auch aus den wirtschaftlichen Vereinigungen austreten und finden dann den Anschluss nicht mehr. Bundespräsident Kobelt stellt fest, dass das psychologische Moment ausschlaggebend sein kann und unter Umständen für uns vermehrtes Vertrauen schafft. Der Ausbildungs- chef erinnert daran, dass wir 1815 unsere Neutralität als im Interesse von Europa liegend anerkennen liessen. Wenn wir deshalb in der UNO mitmachen, so müssen wir die gleiche Bedingung stellen. Bundespräsident Kobelt stellt erneut fest, dass die Landesverteidigungskommission mehrheitlich der Meinung ist, dass zurzeit keine grundsätzliche Ablehnung des Beitrittes begründet werden kann, andererseits aber dieser Beitritt nur unter dem

wie sie heute
gelautet ist,

V. weil wir nun das möglichst in dem einen oder anderen Nach Abhandlung finden können.
- 7 -

Vorbehalt der Universalität erfolgen könnte. Oberstdivisionär Gonard gibt eine Erläuterung, wonach der Austritt aus der UNO und der Charta nicht vorgesehen ist, bestätigt aber erneut, dass, wenn einer der 5 Grossen ausscheidet, die UNO auseinanderfällt. Oberstkorpskommandant Constan sieht gerade durch diese Möglichkeit des Auseinanderfallens der UNO im Falle des Austritts einer der Grossen eine Bestätigung seiner Auffassung, dass wir zurzeit der UNO nicht beitreten sollten. Oberstkorpskommandant Borel schliesst sich der Auffassung des Kommandanten des 3. A.K. an. Die übrigen Mitglieder der Landesverteidigungskommission kommen auf ihre Stellungnahme nicht zurück.

Der Generalstabschef erinnert daran, dass dem Politischen Departement verschiedene Fragen gestellt wurden hinsichtlich der militärischen Auswirkung unseres Beitrittes zur UNO. Das Politische Departement hat jedoch auf diese Fragen bis heute nicht geantwortet. Bundespräsident Kobelt bemerkt zur Frage 2 des IV. Kapitels, dass unsere Stellungnahme sich nicht geändert hat, wohl aber der Standpunkt der Nationen die in der UNO versammelt sind uns gegenüber, so dass unter Umständen auf besondere Bedingungen der Schweiz Rücksicht genommen werden könnte. Oberstkorpskommandant Labhart: Solange die UNO unsere Neutralität nicht anerkennt, bestehen in der Tat für uns Schwierigkeiten, da man schliesslich auch behaupten könnte, unsere Neutralität sei durch die Charta der Vereinten Nationen aufgehoben worden. Bundespräsident Kobelt stellt zur Frage 2 fest, dass unsere Neutralität anerkannt werden muss, dass aber die andern Staaten diese unter Umständen nicht anerkennen könnten. Die Frage 2 wäre deshalb dahin zu beantworten, dass vorläufig kein Grund besteht, unsere militärpolitische Lage zu ändern, da wir immer noch hoffen mit oder ohne Beitritt zur UNO die Anerkennung der Neutralität von allen Staaten zu erhalten.

Frage 3. Unter der Annahme, dass unsere militärische Neutralität anerkannt wird, können wir gezwungen werden, Massnahmen zu treffen, die nicht die Verwendung der bewaffneten Macht zur Folge hat?

Der Generalstabschef stellt zu dieser Frage fest, dass es sich darum handelt, unsere wirtschaftliche Neutralität den Bedingungen der UNO anzupassen. Oberstdivisionär Gonard erläutert, dass der seinerzeitige Völkerbund die Haager-Abkommen ausdrücklich anerkannte. Die UNO hat zu dieser Frage noch nicht Stellung genommen. Die Art. 41 - 43 verschlechtern unsere Situation im Verhältnis zu den früher geltenden Bestimmungen des Völkerbundes. Nach Auffassung von Oberstdivisionär Gonard können wir nicht der UNO beitreten, wenn wir nicht von Art. 41 befreit werden.

Art. 41. Der Sicherheitsrat kann, um seine Entscheidungen zu vollziehen, Massnahmen beschliessen, die nicht in der Anwendung von Waffengewalt bestehen, und er kann die Mitglieder der Vereinten Nationen auffordern, diese Massnahmen anzuwenden. Sie können den gänzlichen oder teilweisen Abbruch der wirtschaftlichen Beziehungen, der Eisenbahn-, Schifffahrts-, Luft-, Post-, Telegraphen-, radioelektrischen und andern Verkehrsverbindungen, sowie den Abbruch der diplomatischen Beziehungen in sich schliessen.

Oberstkorpskommandant Labhart: Das Haager-Abkommen wird in Zukunft kaum mehr Geltung haben. Unter Erinnerung an die Diskussion im Völkerbund anlässlich des Konfliktes um Abessinien und die nachfolgend verhängten Sanktionen bezeichnet der Kdt. des 4. A.K. den Art. 41 als die für uns gefährliche Klippe.

Oberstkorpskommandant Borel: Wir können antworten, dass wir ~~keine Waffen ins Ausland liefern können~~.

Oberstkorpskommandant Frick: Die Frage der wirtschaftlichen und diplomatischen Sanktionen hat bedeutende politische Aspekte. Die Minderheit der L.V.K. hat 1919 diesen Gedankengang rundweg abgelehnt. Ihrer damaligen Ueberlegung wurde durch unsere Haltung im Sanktionskonflikt recht gegeben. Wir sind ein Binnenstaat und auf Transit angewiesen. Trotzdem scheint es möglich zu sein, die Schutzmachtbeziehungen, wie sie neuerdings 1939/45 bestanden haben, auch unter der Herrschaft der UNO spielen zu lassen. Wir müssten sehr sorgfältig untersuchen, welche Konzessionen wir allenfalls zugestehen könnten. Wir können die Bedingung des Art. 41 nicht auf uns nehmen. Eine Abtrennung der militärischen und wirtschaftlichen Neutralität gibt es nicht mehr. Der Generalstabschef glaubt, dass wir militärische Notwendigkeiten an die Möglichkeit einer vollständigen Abschneidung anpassen sollten. Oberstdivisionär Gonard bemerkt zu dieser Diskussion, dass wir Mühe haben werden, der UNO verständlich zu machen, dass der Art. 41 für uns untragbar ist. Der Bundespräsident stellt fest, dass wir alles tun müssen, um bei Art. 41 eine Ausnahmestellung gewährt zu erhalten. Wenn das nicht möglich ist, stellt sich für uns die Frage des Beitritts.

Oberstkorpskommandant Borel: Wir müssen unsere Neutralität aufrechterhalten, mit dem auf uns angewandten Art. 41 wird das aber nicht mehr möglich sein. Im Bericht an den Bundesrat muss deshalb die L.V.K. auf die Gefahren des auf uns angewandten Art. 41 mit allem Nachdrucke hinweisen. Der Generalstabschef erinnert daran, dass wir nicht autarkisch leben und kämpfen können und sich deshalb die Anwendung des Art. 41 ausschliesst. Oberstkorpskommandant Labhart ist der Auffassung, dass wir nicht Sanktionen auf Befehl der UNO ergreifen können weil sich das mit unserer Neutralität nicht verträgt. Bundespräsident Kobelt fasst die Aussprache zur Frage 3 wie folgt zusammen: Die Landesverteidigungskommission lehnt den Beitritt ab, sofern der Art. 41 aufrechterhalten wird. Das hindert nicht, dass wir versuchen hinsichtlich Waffenausfuhr selbst Verpflichtungen auf uns zu nehmen und nicht zuwarten bis die UNO uns ein entsprechendes Verhalten diktiert.

Oberstkorpskommandant Constam enthebt sich ausdrücklich der Meinungsäusserung, da er gegen den Inhalt im heutigen Zeitpunkt überhaupt ist.

Frage 4. Ist die L.V.K. der Auffassung, dass entsprechend der Ansichtäusserung der Mehrheit der Konsultativ-Kommission ein Beitritt der Schweiz zur UNO aufzuschieben ist, oder ist im Gegenteil die L.V.K. der Meinung, dass entsprechend der vom Generalstabschef geäusserten Ansicht der Entscheid über einen Beitritt sofort zu erfolgen hat?

Der Generalstabschef fügt bei, dass diese Frage wohl etwas überholt ist. Der Zeitpunkt des Beitrittes hat keine militärische Auswirkung. Er ändert nichts an unserer militärischen Lage. Der Zeitpunkt des Beitritts ist eine überwiegend politische Frage. Eine Diskussion findet nicht statt.

Frage 5. Ist die L.V.K. der Meinung, dass ein Beitritts-gesuch der Schweiz vor den Verhandlungen über ein Spezial-abkommen hinsichtlich der militärischen Verpflichtungen gestellt werden soll?

Der Generalstabschef erläutert hierzu, dass auch diese Frage nun dahinfällt, da die L.V.K. der Meinung sei, ein Beitritt könne ohne Zubilligung der Neutralität nicht nachgesucht werden.

Frage 6. Kann man sich vergegenwärtigen, dass unsere Armee oder Teile davon in Strafexpeditionen an der Seite der Armeen der UNO mitmachen können?

Der Generalstabschef erläutert diese Frage und hält dafür, dass eine Aktion ausserhalb unserer Landesgrenze mit unserem Milizsystem unvereinbar ist. Oberstkorpskommandant Labhart: Die Unmöglichkeit an derartigen Feldzügen teilzunehmen muss mehr mit unserer Neutralitätspflicht begründet werden als mit den Möglichkeiten unserer Armee, die eigentlich schon mitmachen könnte, wenn man rein auf die technischen Möglichkeiten Rücksicht nimmt. Es ist allerdings in zweiter Linie dann eine Frage der Organisation der Armee.

Oberstkorpskommandant Borel verlangt, dass dem Schweizer-volk die Bedeutung von Art. 43 deutlich auseinandergesetzt wird, um es dazu zu bringen, NEIN zu stimmen.

- Art. 43.
1. Um zur Wahrung des Friedens und der Sicherheit unter den Staaten beizutragen, verpflichten sich alle Mitglieder der Vereinigten Nationen, dem Sicherheitsrat auf sein Begehren und auf Grund einer besondern Abmachung oder besonderer Abmachungen die Streitkräfte zur Verfügung zu stellen und die Hilfe und die Erleichterungen mit Einschluss der Durchmarsch- und Durchzugsrechte zu gewähren, die für die Aufrechterhaltung des internationalen Friedens und der internationalen Sicherheit notwendig sind.
 2. Die genannte Abmachung oder die Mehrzahl von Abmachungen sollen Zahl und Art der Streitkräfte, ihre Bereitschaftsstärke, ihren allgemeinen Standort, sowie die Art der Hilfe und der Erleichterungen ordnen.
 3. Die Verhandlungen über diese Abkommen sollen so rasch als möglich auf Betreiben des Sicherheitsrates stattfinden. Diese Abkommen werden zwischen dem Sicherheitsrat und den Mitgliedern oder zwischen dem Sicherheitsrat und Gruppen von Mitgliedern abgeschlossen und unterliegen der Genehmigung durch die Vertragsstaaten nach Massgabe ihrer Verfassungen.

Oberstkorpskommandant Constam: Unsere Armee könnte schon im Ausland kämpfen, hierüber ist der der gleichen Meinung wie Oberstkorpskommandant Labhart. ~~Wer aber bestimmt~~, welche Truppenteile ins Ausland zu gehen haben? Oberstkorpskommandant Frick:

V. Er hält die Sache aber aus innenpolitischen Gründen für unmöglich. Wer wäre z.B. kompetent zu bestimmen?

Es ist sehr wohl möglich, dass aus einer solchen Aktion der UNO sich ein Krieg entwickelt. Das hätte für uns unabsehbare Folgen, denn wir brauchen den letzten Mann zur Erfüllung der Aufgaben nach Art. 51.

Art. 51. Keine Bestimmung dieses Vertrages soll dem natürlichen Recht der Notwehr des Einzelnen oder der Gesamtheit Eintrag tun, bis der Sicherheitsrat die zur Wahrung des internationalen Friedens und der internationalen Sicherheit erforderlichen Massnahmen getroffen hat, wenn ein Mitglied der Vereinigten Nationen mit Waffengewalt angegriffen wird. Die durch die Mitglieder in Ausübung dieses Rechtes der Notwehr getroffenen Massnahmen sollen dem Sicherheitsrat unverzüglich mitgeteilt werden und in keiner Weise die Ermächtigung und die Verantwortung des Sicherheitsrates herabsetzen, gemäss diesem Vertrag jederzeit die für die Aufrechterhaltung oder Wiederherstellung des internationalen Friedens und der internationalen Sicherheit gut scheinenden Massnahmen zu treffen.

Es ist sicher anzunehmen, dass das Volk in einer Abstimmung auf die Frage nach der Anwendung von Art. 43 mit NEIN antworten würde, denn Art. 51 ist deutlich zugeschnitten auf Staaten mit stehenden Heeren. Bundespräsident Kobelt stellt fest, dass gegenüber der UNO ein Argument zur Ablehnung von Art. 43 treffend vorgekehrt werden kann: Die Ablehnung des Volkes zur Einsetzung der Armee ausserhalb der Landesgrenze.

Die Fragen 7, 8 und 9 berühren das gleiche Thema und werden nicht weiter diskutiert. Der Bundespräsident stellt fest, dass sie alle abgewiesen werden müssen unter Hinweis auf unsere neutrale Haltung.

Fragen 10 - 12. Durchmarsch- oder Durchfahrtsrecht.

Bundespräsident Kobelt stellt zuerst die Frage des Ueberfliegens. Oberstdivisionär Rihner erläutert, dass die Einwilligung der Benützung unserer Flugplätze gleichbedeutend ist mit der Besetzung dieser Flugplätze durch die fremde Flugwaffe. Wenn wir andererseits das Anfliegen unserer Flugplätze verweigern, so müssen wir gegebenenfalls das auch erzwingen können. Wir können allerdings Landungen nicht verhindern, aber einmal gelandete Flugzeuge und Mannschaften internieren. Im weitern stellt sich die Frage der Unterbindung einer Ueberfliegung durch hoch fliegende Flugzeuge. Es hängt dies mit der Beschaffenheit und der Zahl unserer eigenen Flugzeuge zusammen und dem Fortschreiten der Technik hinsichtlich unbemannter Flugzeuge und raketennähnlichen Gebilden. Der Kdt. der Flieger- und Flabtruppen vertritt die Auffassung der Wahrung des Standpunktes der striktesten Neutralität. Oberstkorpskommandant weist anhand geschichtlicher Ereignisse nach, dass die Schweiz für Operationen in Europa nicht notwendig ist. Es war strategisch ein Fehler, dass Frankreich 1798 die Schweiz angriff. Andererseits

kann aber kein kriegsführender Nachbar dulden, dass die Schweiz durch die andere Partei besetzt wird. Es ist deshalb wichtig, dass unsere Armee in der Lage ist zu verhindern, aus der Schweiz einen Kriegsschauplatz zu machen. Aus der Aussprache leitet der Bundespräsident die Folgerung ab, dass das Durchmarschrecht nicht zu gewähren ist. Es stellt sich höchstens noch die Frage, ob der UNO einseitig gewisse Erleichterungen einzuräumen wären. Der Generalstabschef ist der Auffassung, dass wir die Erleichterungen nach Frage 12 nicht nur der UNO allein sondern gegebenenfalls auch der Gegenpartei zugestehen müssen. Dies führt den Kdt. des 2. A.K. zur Ueberlegung, dass man der UNO alle Vorteile deutlich auseinandersetzen soll, die mit einer Nicht-Kriegführung der Schweiz verbunden sind. Der Bundespräsident schliesst die Aussprache über die Frage des Durchmarschrechtes mit der Feststellung, dass kategorisch ein Durchmarschrecht abzulehnen ist.

Frage 13. Welche Massnahmen sind zu treffen wenn die Schweiz der UNO nicht beitrifft im Falle der Anwendung von Art. 53 Ueberfall und 107 Feindstaat, während des zweiten Weltkrieges Art. 51 Notwehr, oder wenn die UNO auseinanderfällt?

Der Generalstabschef erläutert diese Möglichkeit und bemerkt, dass für uns nach wie vor die Bewahrung der Unversehrtheit unserer Unabhängigkeit und unserer Neutralität in vorderster Linie steht. Eine Diskussion findet nicht statt.

Der Generalstabschef wirft eine neue 14. Frage auf nach dem Sitz der UNO. Es stellt sich in der Tat für uns die Möglichkeit, dass die UNO ihren Sitz in die Schweiz verlegt und diesen Sitz die Exterritorialität beansprucht. Oberstkorpskommandant Labhart stellt fest, dass eine derartige Wendung für uns sehr unerfreulich wäre, da ein bestimmtes Territorium abgetreten werden müsste. Oberstkorpskommandant Constan ist der Ansicht, dass gerade diese Frage alle Vorsicht beansprucht, und dass im übrigen wenig Aussicht besteht für eine Verlegung des Sitzes nach der Schweiz. Der Generalstabschef fügt bei, dass Genf sich ausserhalb unserer Landesverteidigung befindet und es sich deshalb wohl vor allem um eine politische Erwägung handelt. Bundespräsident Kobelt vertritt die Ansicht, dass die Bedingung aufgestellt werden müsste, wonach militärische Teile der UNO die Schweiz zu verlassen hätten. Ein UNO-Sitz in Genf wäre ein Argument mehr zur Aufrechterhaltung der Neutralität. Oberstkorpskommandant Frick: Die Exterritorialität der Gebäude wäre unter Umständen noch tragbar, nicht aber eines grossen Umschwunges und vollends muss man sich Klar sein darüber, dass das Gehirn der UNO zum beliebten Angriffsziel eines Gegners wird. Die ganze Frage hat deshalb grosse militärische Konsequenzen. Der Bundespräsident schliesst die Aussprache über die Frage des Beitritts der Schweiz zur UNO mit der erneuten Feststellung, dass die Mehrheit der L.V.K. grundsätzlich mit dem Beitritt der Schweiz zur UNO einverstanden ist unter den ausdrücklichen Vorbehalten der Universalität und unter Wahrung der integralen Neutralität. Für den Fall eines UNO-Sitzes in der Schweiz könnte die Exterritorialität

V. weil der Generalstabschef eine Kriegspartei werden kann und wie ähnliche Regeln für andere Institutionen und an anderen Orten immer Landes erfüllt werden können.

- 12 -

nur für das Gebäude selbst zugebilligt werden. Der Generalstabschef wird eingeladen, gestützt auf die heutige Besprechung den Entwurf zu einem Bericht der Landesverteidigungskommission an den Bundesrat vorzulegen.

Schluss der Sitzung 1230 Uhr.

* * *

Der Vorsitzende:

Der Protokollführer:

Müller